Iran : la France s'est-elle tiré une balle dans le pied ?

22/07/2015 à 0h25

L'extrême fermeté de Paris sur le dossier du nucléaire laisse craindre que les entreprises françaises ne soient pénalisées dans la reconquête du marché iranien.

C'est ce qui s'appelle se faire griller la politesse. À peine l'accord sur le nucléaire iranien a-t-il été signé que le vice-chancelier et ministre de l'Économie allemand, Sigmar Gabriel, s'est rendu ce week-end à Téhéran, devenant le plus haut responsable occidental à voyager en Iran depuis le début des sanctions internationales contre la République islamique. Ironisant sur le fait que la visite allemande ne s'était « *certainement pas décidée en deux jours* », l'entourage de Laurent Fabius indiquait la semaine dernière que le ministre français des Affaires étrangères « *prendrait son temps* » pour répondre à l'invitation que lui avait adressée son homologue iranien Mohammad Javad Zarif. Ce mardi pourtant, le chef de la diplomatie française a annoncé son intention de se rendre à Téhéran dès la semaine prochaine.

(…) Personne en Iran n'a oublié le rôle joué par Laurent Fabius dans les négociations sur le nucléaire, « *homme de fer* » encore plus ferme que les États-Unis pour la conclusion d'un accord « *solide et robuste* ». À n'en pas douter, les sorties fracassantes du patron du Quai d'Orsay, qui avait fustigé en novembre 2013 un « *jeu de dupes* » irano-américain, ont profondément heurté la rue iranienne. « *Plus qu'aucun autre ministre* [occidental], *Fabius reste aux yeux de la population iranienne celui qui a retardé l'accord sur le nucléaire, ce qui tranche avec l'image d'ouverture et de paix qu'ils avaient de la France,* » pointe Zeinab Esmaili, journaliste au

quotidien iranien réformateur Shargh.

(…) Symbole de cette déroute commerciale, le cas PSA. La marque au lion, qui possédait en Iran son deuxième marché au monde, a dû plier bagage en 2012 sous la pression combinée des sanctions… et de l'américain General Motors, qui venait d'entrer au capital de PSA. Or, la firme américaine a depuis quitté Peugeot, et s'est lancée à son tour à l'assaut d'un marché de 80 millions d'habitants qui, à en croire les experts, devrait connaître une croissance de 5 à 10 % au cours des dix prochaines années. Une véritable mine d'or, alors que l'Iran possède déjà les deuxièmes réserves de gaz au monde, les quatrièmes en pétrole.
Départ précipité

Or, couplé à l'intransigeance française sur le nucléaire, le départ précipité des entreprises hexagonales a laissé des traces en Iran. « *La contradiction entre la fermeté de la politique française et son désir de renouer économiquement avec l'Iran n'est pas comprise par les Iraniens* », souligne la journaliste Zeinab Esmaili.

(…) Le Point